

Contribution de la Banque des Territoires à la consultation publique de l'Arcep

**Projets d'annexes aux décisions proposant les modalités
d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4
- 3,8 GHz à La Réunion et les bandes 700 MHz et 900 MHz à
Mayotte**



26 février 2021

Direction de l'Investissement

Département Transition Numérique

1. Introduction

L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse a publié le 18 décembre 2020 une consultation publique sur **les projets d'annexes aux décisions proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à La Réunion et les bandes 700 MHz et 900 MHz à Mayotte.**

Les bandes de fréquence 700MHz et 3,4-3,8GHz font partie des fréquences dites « pionnières » ayant été identifiées par le Plan d'action pour la 5G en Europe¹. Le plan d'action de la Commission européenne a permis de libérer et d'attribuer les fréquences pionnières (comprenant aussi la bande des 26GHz) et de commencer à lancer les services commerciaux 5G dans les pays de l'Union européenne en 2020.

La bande 700MHz a déjà été attribuée en France métropolitaine en 2015 et l'attribution des bande 3,4-3,8GHz s'est clôturée le 20 octobre 2020 par l'enchère de positionnement des blocs alloués aux 4 lauréats des blocs lors de l'enchère principale qui s'est déroulée du 29 septembre au 1^{er} octobre 2020.

Dans le contexte des Outremers, l'attribution de ces bandes à la Réunion et Mayotte a fait l'objet d'une consultation publique du 19 décembre 2019 au 28 février 2020 complétée par un addendum du 3 au 24 avril 2020. Suite à cette première consultation, l'ARCEP a lancé le 18 décembre dernier, une seconde consultation concernant les modalités d'attribution des fréquences 700MHz et 3,4-3,8GHz à la Réunion et 700MHz et 900MHz à Mayotte qui s'achève le 26 février 2021.

Chacune des annexes de la présente consultation aborde dans son document I. les enjeux d'aménagement numérique du territoire, de concurrence et d'innovation qui sont au cœur des préoccupations de la Banque des Territoires.

Les territoires Outremer sont particulièrement concernés par ces aspects car ils ne bénéficient pas du New Deal Mobile. Ils rencontrent des problématiques spécifiques liées à leur géographie, aux conditions climatiques et à leur démographie.

Assurer une bonne couverture 4G, tout en préparant le déploiement de la 5G dans ces territoires est une démarche que nous saluons.

La Banque des Territoires souhaite, à travers ce document, saisir l'opportunité de cette consultation pour apporter son éclairage, en qualité d'investisseur public avisé et engagé dans le déploiement du très haut débit en France.

En synthèse, la Banque des Territoires considère que les territoires ultramarins qui n'ont pas eu l'opportunité de bénéficier du New Deal Mobile doivent faire l'objet d'une attention particulière afin de ne pas laisser se creuser davantage pour certains territoires la fracture numérique entre la métropole et l'Outremer. L'attribution de nouvelles fréquences doit être l'opportunité d'aborder et de régler certains des problèmes de couverture que rencontrent ces territoires.

¹ Le plan d'action pour la 5G en Europe a été lancé par la Commission européenne en 2016. L'Union européenne a proposé la feuille de route pour la 5G en 2017.

La Banque des Territoires a toujours été présente pour aider à relever les grands défis d'aménagement du pays. Aussi, comme en France métropolitaine, la Banque des Territoires est mobilisée pour aider à relever le défi de l'amélioration de la couverture mobile dans les territoires ultramarins afin de préparer l'arrivée de la 5G et permettre un égal accès au Très Haut Débit mobile dans ces territoires. La Banque des Territoires envisage de soutenir, à travers le volet Très Haut Débit de son plan de relance des projets qui contribueraient à ces objectifs dans les territoires ultramarins.

2. Projet d'annexe concernant la Réunion

2.1. Condition d'utilisation des fréquences

Usage secondaire des fréquences (paragraphe I.2.8)

La Banque des Territoires est sur le principe favorable à la perspective d'un usage secondaire des fréquences comme cela peut se pratiquer dans d'autres pays. Le CBRS mis en place par la FCC aux Etats-Unis a permis le développement d'un certain nombre de cas d'usage tel que les usages privés (indoor ou outdoor) et la possibilité pour des acteurs nouveaux par exemple industriels d'avoir accès à du spectre sur des emprises limitées et à des coûts réduits.

L'optimisation de l'utilisation des ressources radio attribuées aux opérateurs, telle que définie en Italie par le modèle « club-use » pour la bande 26GHz constitue également un élément fort en faveur d'une réflexion sur les usages secondaires des fréquences. Dans ce modèle, chaque titulaire de licence doit fournir un accès « wholesale » aux autres acteurs (y compris verticaux), il permet également d'éviter la duplication des investissements à l'intérieur des lieux publics (ports, aéroports, stades, théâtres, musées, métros, etc...).

La Banque des Territoires salue la volonté de l'ARCEP d'ouvrir la discussion dans les territoires ultramarins sur la thématique des fréquences partagées. Une telle initiative pourrait contribuer au développement des usages numériques dans les territoires.

Néanmoins une telle initiative, pour qu'elle puisse contribuer à une réelle dynamique, appelle un calendrier plus resserré.

Le calendrier proposé à échéance de 10 ans (« à compter du 1^{er} janvier 2031 »), ne nous paraît pas contribuer au lancement d'une telle dynamique (que ce soit entre les opérateurs ou vis-à-vis d'acteurs industriels). Les acteurs potentiellement intéressés à moyen terme seraient contraints de recourir à d'autres solutions. La Banque des Territoires est favorable à une consultation plus rapprochée des acteurs sur ce thème dès la conclusion de la phase d'attribution des nouvelles fréquences.

2.2. Obligations et engagements relatifs à l'aménagement numérique du territoire (paragraphe I.4)

La Banque des Territoires a annoncé en septembre 2020 son plan de relance qui comporte un volet Très Haut Débit, notamment sur la couverture mobile des territoires ultramarins.

Les acteurs locaux, collectivités comme opérateurs, ont une connaissance très fine des défis que rencontrent leurs territoires respectifs dans le domaine de la couverture mobile.

Un certain nombre de zones blanches et grises persistent dans les territoires d'Outremer. Elles sont en partie liées à différentes **problématiques d'implantation de sites**. **Dans le cas de la Réunion ces difficultés sont principalement dues à la présence de** zones naturelles protégées entraînant des difficultés pour obtenir les autorisations d'implantation de sites, à la géographie particulière de certaines zones (végétation, zones montagneuses...) ainsi qu'au coût élevé de l'infrastructure dans les zones les plus reculées du territoire.

Par le biais de son réseau dans les territoires ultramarins, la Banque des Territoires a pu établir une liste supplémentaire de zones demeurant peu ou mal couvertes, cette liste est présentée en annexe du présent document.

Ces difficultés de couverture appellent une résolution compte tenu des **problèmes de sécurité des personnes** qui découlent de la mauvaise couverture de certaines zones et en l'absence d'autre solution pour les communications (par exemple dans les zones de randonnée).

L'inégale répartition des ressources en fréquences basses (800MHz/900MHz) entre les opérateurs peut aussi être à l'origine de certains défauts de couverture. Les fréquences basses assurant une meilleure propagation des ondes radio, elles sont essentielles pour la bonne couverture des territoires par les opérateurs.

Sur le territoire de la Réunion, les acteurs locaux font état d'un **décalage entre les données de couverture déclarées et la perception de la population sur le terrain** et appellent de leur vœux le même type de campagnes de mesures ou de solution cartographique qu'en métropole.

La Banque des Territoires soutient l'approche de l'ARCEP d'associer des obligations de couverture à l'attribution de nouvelles fréquences dans les bandes basses dans un but d'aménagement numérique du territoire et d'accès au Très Haut Débit mobile par le plus grand nombre. Cette approche - concertée avec le territoire dans l'identification des zones carencées - permet de répondre aux besoins de couverture en étant le plus proche possible de ceux exprimés par le territoire.

La Banque des Territoires attire néanmoins l'attention de l'ARCEP sur le fait que la désignation des zones comporte une certaine ambiguïté. Certaines zones sont en effet identifiées par un point unique (par exemple le Volcan) et d'autres par 2 ou 3 points, ce qui pourrait occasionner des différences d'interprétation entre le régulateur, les collectivités et les opérateurs et conférer une portée moindre aux obligations attachées à l'attribution des fréquences.

Bande 700MHz (paragraphe I.4.1)

Obligations de couverture dans les zones pré-identifiées (paragraphe I.4.1.a et sous paragraphes)

Pour ces zones identifiées dans le document V, paragraphe V.1, le titulaire a l'obligation de fournir des services de radiotéléphonie au plus tard 3 ans après l'obtention de son autorisation. Il a en outre l'obligation - sauf impossibilité dûment justifiée – de mettre en œuvre un partage d'infrastructures physiques (alimentation, énergie, réseau de transmission) soit en mettant à disposition son site existant aux autres titulaires soit en installant conjointement avec eux un nouveau site.

L'analyse effectuée par la Banque des Territoires confirme les carences identifiées par l'ARCEP au paragraphe V.1 (le Tapage, Entre-Deux Chemin Bois de Fer, Cirque de Cilaos, Cirque de Salazie, Les Makes, Petit-Serré, Saint-Louis - La Rivière).

D'autres zones non listées par l'ARCEP, ont également été identifiées comme présentant des carences de couverture. Ce sont principalement des poches à forte densité de population et des axes routiers. La liste de ces zones est fournie en annexe de ce document comme précisé en introduction de cette section.

Obligations de financement

Dans la continuité du soutien apporté par la Banque des Territoires à l'aménagement numérique du territoire métropolitain, nous pensons qu'il est tout à fait pertinent d'**envisager un soutien financier public pour pallier les coûts de déploiement des infrastructures** mentionnés dans la section 2.2 (notamment en cas de difficultés d'accès, de raccordement en énergie et Très-Haut Débit fixe ou en cas d'exigences particulières de sécurisation physique du réseau). Et au-delà, tout mécanisme allant dans le sens d'une réduction de la fracture numérique dans ces territoires nous semble pertinent.

Obligations de déploiement dans des zones mises à disposition (paragraphe I.4.1.b et sous paragraphes)

Pour ces zones identifiées dans le document V, paragraphe V.2, le titulaire doit déployer un site pour fournir un service sur chacune des zones, sur un terrain viabilisé et alimenté en énergie, identifié par l'Etat ou la collectivité. Il doit demander les autorisations dans un délai de 3 mois après avoir connaissance de la localisation, et déployer ses équipements 18 mois après l'accès à la parcelle ou la délivrance des autorisations.

Outre le fait que la désignation d'une zone par un point comporte une part d'ambiguïté, la géographie particulière de ces zones implique qu'elles seront difficiles à couvrir avec un site unique :

- Cirque de Mafate : l'obligation définie par l'ARCEP concerne l'îlet de Marla cependant une bonne couverture du cirque de Mafate nécessiterait de couvrir d'autres îlets (Ilet à Malheur, Ilet à Bourse, Ilet des Lataniers, Ilet Cimendal, Gite Gravina Martial, Roche Plate)
- Volcan : le point identifié se situe dans le cratère, l'objectif étant de couvrir les chemins de randonnée, il est probable qu'un seul site ne sera pas suffisant.

Par ailleurs la Banque des Territoires s'interroge sur l'impact financier de la viabilisation de ces sites, situés dans des zones géographiques où les coûts correspondants sont élevés (ce qui explique qu'ils n'aient pas jusqu'alors été couverts par les opérateurs). Cette demande oblige des collectivités ou des entités publiques qui n'en ont pas nécessairement l'expérience à prendre en compte les contraintes d'ingénierie spécifiques aux opérateurs.

Certaines collectivités ou entités, si elles sont favorables à la mise à disposition de terrains pour la construction de sites, pourraient ne pas souhaiter s'impliquer dans cette ingénierie, ce qui compromettrait la couverture effective des zones identifiées (Volcan, Cirque de Mafate) dans le délai imparti.

En tant qu'investisseur, nous serions prêts à accompagner les acteurs publics et privés dans la viabilisation de terrains et également la construction de pylônes. Dans cette hypothèse, l'obligation faite aux opérateurs de déployer leurs équipements sur les sites mis à disposition, devra être étendue au cas de figure où une entité met à disposition un terrain viabilisé et un pylône.

Dans ce scénario, l'opérateur mobile rémunérera le propriétaire de l'infrastructure passive dans le cadre d'une offre d'accès qui devra être orientée vers les coûts et correspondre à un amortissement de long terme de l'investissement réalisé.

Obligations de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile dans la bande 700MHz (paragraphe I.4.1.c)

Selon le projet d'annexe « *Le titulaire est tenu de fournir, en utilisant les fréquences de la bande 700MHz qui lui sont attribuées [...], un accès mobile à très haut débit depuis au minimum 50% des sites de son réseau mobile de PIRE supérieure à 5W et en tout état de cause au minimum 10 sites à compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de son autorisation* ».

La Banque des Territoires s'interroge sur l'applicabilité de la période de 5 ans à l'obligation de fournir un accès mobile très haut débit à partir de 50% des sites de PIRE supérieure à 5W. Si tel est bien le cas, nous considérons que cette obligation permettra une très bonne utilisation de la ressource rare que constituent les fréquences de la bande 700MHz. La Banque des Territoires suggère de clarifier ce point de l'applicabilité de la période de 5 ans dans la rédaction finale du projet.

Les fréquences basses sont une ressource essentielle pour permettre une bonne couverture mobile des territoires, il nous apparaît donc très important d'utiliser au maximum cette ressource pour un meilleur service à la population, aux entreprises et aux services publics et notamment pour préparer l'arrivée de la 5G. Dans cette optique, la Banque des Territoires considère qu'il est nécessaire de fixer des objectifs ambitieux d'utilisation de cette ressource lorsqu'elle a été acquise par un opérateur.

Engagements liés la transparence concernant les déploiements prévisionnels et les pannes (paragraphe I.4.1.e et I.4.1.f)

L'ARCEP a bien identifié au cours des dernières années l'importance de l'information du public et de l'engagement des citoyens et des collectivités dans l'amélioration de la couverture mobile.

A ce titre, la Banque des Territoires est favorable aux dispositions visant à améliorer la transparence concernant les pannes de réseaux et les déploiements prévisionnels ainsi qu'à leur publication par l'ARCEP.

Obligations de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile dans la bande 3,4-3,8GHz (paragraphe I.4.2)

Selon le projet d'annexe « *Le titulaire est tenu de fournir, en utilisant les fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz qui lui sont attribuées [...], un accès mobile permettant :*

- *un débit descendant maximal théorique pour un même utilisateur d'au moins 100 Mbit/s par bloc de 10 MHz simplex ;*
- *un temps théorique inférieur ou égal à 5 ms entre la fourniture des paquets de données de l'utilisateur à la couche radio de l'émetteur et la réception à la couche MAC du récepteur ;*

depuis au minimum 50% des sites de son réseau mobile de PIRE supérieure à 5 W et en tout état de cause au minimum 50 sites à compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de son autorisation. »

La Banque des Territoires émet la même interrogation concernant l'applicabilité du délai de 5 ans, que celles exposée pour les obligations décrites au paragraphe I.4.1.c et invite l'ARCEP à clarifier ce point dans la rédaction finale du projet.

Au regard du développement des usages numériques sur le territoire de la Réunion et de l'avancée du déploiement de la fibre, il nous apparaît qu'un objectif qui serait limité à 50 sites déployés dans une période de 5 ans représenterait un faible incrément en comparaison des sites actuellement déployés (Orange 1073 sites, SRR 969 sites, Telco Oi 581 sites, Zeop 303 sites). Par ailleurs le rythme de déploiement de la 5G sur le territoire métropolitain conduit également à supposer qu'un opérateur qui ferait l'acquisition de fréquences dans la bande 3,5GHz, le ferait dans l'optique de déployer cette technologie.

Partage de réseaux mobiles (paragraphe I.6)

Comme indiqué précédemment, un des freins à la résorption des zones blanches et grises peut être le coût élevé de déploiement et de mise en service des infrastructures. Afin de remédier à ces difficultés et d'abaisser ces coûts, la Banque des Territoires soutient la démarche de l'ARCEP **d'encourager au maximum la mutualisation des sites entre opérateurs** en particulier dans le cas des zones blanches et dans le déploiement de nouveaux sites mobiles. Il ressort des informations remontant du terrain que certaines collectivités seraient prêtes à mettre à disposition leur foncier afin d'accélérer ce processus. La mutualisation répond de surcroît aux enjeux de pression foncière particulièrement prégnante en outre-mer et de contraintes d'installation en zones naturelles protégées en limitant le nombre de sites physiques.

La Banque des Territoires s'interroge sur l'opportunité d'encourager par la réglementation une mutualisation plus poussée des réseaux (partage d'installations actives) pour accélérer la résorption des zones blanches, dans des cas particuliers à identifier.

Contrôle des obligations (paragraphe I.8)

La Banque des Territoires accompagne depuis plusieurs années déjà les collectivités dans leurs campagnes de mesures ainsi que dans le déploiement d'applications de crowdsourcing. L'importance de ces outils est largement reconnue dans la mise en œuvre du New Deal Mobile en métropole.

La Banque des Territoires est donc tout à fait favorable à la mise en œuvre de telles solutions dans les territoires ultramarins comme un des outils concourant à l'amélioration de la couverture mobile et continuera à soutenir les territoires qui y auront recours.

Conclusion

En synthèse, la Banque des Territoires a souhaité répondre à la consultation de l'ARCEP sur les modalités d'attribution de nouvelles fréquences à la Réunion afin de contribuer à la réflexion sur l'aménagement numérique des territoires d'outremer, qui ne bénéficient pas du New Deal Mobile. Nous saluons les dispositions proposées par l'ARCEP afin de remédier aux carences de couverture sur le territoire de la Réunion. Nous considérons que les dispositions proposées par l'ARCEP pourraient être améliorées en y apportant les modifications suivantes :

- Obligations de couverture
 - o Lever les ambiguïtés sur la désignation des zones pré-identifiées et mises à disposition

- Dans le cas des zones pré-identifiées : considérer l'ajout des zones présentées en annexe de ce document
 - Dans le cas des zones mises à disposition, inclure dans le dispositif la possibilité d'une mise à disposition des opérateurs de terrains viabilisés équipés de pylônes.
- Usage secondaire des fréquences
 - Accélérer le calendrier de consultation
- Encourager le partage d'installations actives pour la résorption des zones blanches dans des cas particuliers.

3. Projet d'annexe concernant Mayotte

3.1. Condition d'utilisation des fréquences

Usage secondaire des fréquences (paragraphe I.2.8)

La Banque des Territoires est sur le principe favorable à la perspective d'un usage secondaire des fréquences comme cela peut se pratiquer dans d'autres pays. Le CBRS mis en place par la FCC aux Etats-Unis a permis le développement d'un certain nombre de cas d'usage tel que les usages privés (indoor ou outdoor) et la possibilité pour des acteurs nouveaux par exemple industriels d'avoir accès à du spectre sur des emprises limitées et à des coûts réduits.

L'optimisation de l'utilisation des ressources radio attribuées aux opérateurs, telle que définie en Italie par le modèle « club-use » pour la bande 26GHz constitue également un élément fort en faveur d'une réflexion sur les usages secondaires des fréquences. Dans ce modèle, chaque titulaire de licence doit fournir un accès « wholesale » aux autres acteurs (y compris verticaux), il permet également d'éviter la duplication des investissements à l'intérieur des lieux publics (ports, aéroports, stades, théâtres, musées, métros, etc...).

La Banque des Territoires salue la volonté de l'ARCEP d'ouvrir la discussion dans les territoires ultramarins sur le thème des fréquences partagées. Une telle initiative pourrait contribuer au développement des usages numériques dans les territoires.

Le calendrier proposé à échéance de 10 ans (« à compter du 1^{er} janvier 2031 »), ne nous paraît pas contribuer au lancement d'une telle dynamique sur cette thématique (que ce soit entre les opérateurs ou vis-à-vis d'acteurs industriels). Les acteurs potentiellement intéressés à moyen terme seraient contraints de recourir à d'autres solutions. La Banque des Territoires est favorable à une consultation des acteurs sur ce thème dès la conclusion de la phase d'attribution des nouvelles fréquences.

3.2. Obligations et engagements relatifs à l'aménagement numérique du territoire (paragraphe I.4)

La Banque des Territoires a annoncé en septembre 2020 son plan de relance qui comporte un volet Très Haut Débit, notamment sur la couverture mobile des territoires ultramarins.

Les acteurs locaux, collectivités comme opérateurs, ont une connaissance très fine des défis que rencontrent leurs territoires respectifs dans le domaine de la couverture mobile.

Un certain nombre de zones blanches et grises persistent dans les territoires d'Outremer. **Dans le cas de Mayotte,** elles sont en partie liées à différentes **problématiques d'implantation de sites :**

- Difficile identification des propriétaires de terrain
- Absence de réseau électrique à proximité
- Refus d'implantation de la part de la population
- Vols, vandalisme

Par le biais de son réseau dans les territoires ultramarins, la Banque des Territoires a pu établir une liste supplémentaire de zones demeurant peu ou mal couvertes, cette liste est présentée en annexe du présent document.

Ces difficultés de couverture appellent une résolution compte tenu des **problèmes de sécurité des personnes** qui découlent de la mauvaise couverture de certaines zones et en l'absence d'autre solution pour les communications.

L'inégale répartition des ressources en fréquences basses (800MHz/900MHz) entre les opérateurs peut aussi être à l'origine de certains défauts de couverture. Les fréquences basses assurant une meilleure propagation des ondes radio, elles sont essentielles pour la bonne couverture des territoires par les opérateurs.

Sur le territoire de Mayotte, les acteurs locaux font état d'un **décalage entre les données de couverture déclarées et la perception de la population sur le terrain** et appellent de leur vœux le même type de campagnes de mesures ou de solution cartographique qu'en métropole.

La Banque des Territoires soutient l'approche de l'ARCEP d'associer des obligations de couverture à l'attribution de nouvelles fréquences dans les bandes basses dans un but d'aménagement numérique du territoire et d'accès au Très Haut Débit mobile par le plus grand nombre. Cette approche - concertée avec le territoire dans l'identification des zones carencées - permet de répondre aux besoins de couverture en étant le plus proche possible de ceux exprimés par le territoire.

La Banque des Territoires attire néanmoins l'attention de l'ARCEP sur le fait que la désignation des zones comporte une certaine ambiguïté. Certaines zones sont en effet identifiées par un point unique (par exemple la RN2) et d'autres par 2 ou 4 points, ce qui pourrait occasionner des différences d'interprétation entre le régulateur, les collectivités et les opérateurs et conférer une portée moindre aux obligations attachées à l'attribution des fréquences.

Bande 700MHz (paragraphe I.4.1)

Obligations de couverture dans les zones pré-identifiées (paragraphe I.4.1.a et sous paragraphes)

Pour ces zones identifiées dans le document IV, paragraphe IV.1, le titulaire a l'obligation de fournir des services de radiotéléphonie au plus tard 3 ans après l'obtention de son autorisation. Il a en outre l'obligation -sauf impossibilité dûment justifiée – de mettre en œuvre un partage d'infrastructures physiques (alimentation, énergie, réseau de transmission) soit en mettant à disposition son site existant aux autres titulaires soit en installant conjointement avec eux un nouveau site.

L'analyse effectuée par la Banque des Territoires confirme les carences identifiées par l'ARCEP au paragraphe IV.1 (RD3 Passamainty-Vahibe, RN2 entre Ongoujou et Sada, Tsimkoura, Mtsamoudou, Mliha, Sohoa, Nord de Poroani, Malamani, Bambo Est).

D'autres zones non listées par l'ARCEP, ont également été identifiées comme présentant des carences de couverture. Ce sont principalement des axes routiers et également des poches à forte densité de population. La liste de ces zones est fournie en annexe de ce document comme précisé en introduction de cette section.

Obligations de financement

Dans la continuité du soutien apporté par la Banque des Territoires à l'aménagement numérique du territoire métropolitain, nous pensons qu'il est tout à fait pertinent d'**envisager un soutien financier public pour pallier les coûts de déploiement des infrastructures** mentionnés dans la section 3.2 (notamment en cas de difficultés d'accès, de raccordement en énergie et Très-Haut Débit fixe ou en cas d'exigences particulières de sécurisation physique du réseau). Et au-delà, tout mécanisme allant dans le sens d'une réduction de la fracture numérique dans ces territoires nous semble pertinent.

Obligations de déploiement dans des zones mises à disposition (paragraphe I.4.1.b et sous paragraphes)

Pour ces zones identifiées dans le document IV, paragraphe IV.2, le titulaire doit déployer un site pour fournir un service sur chacune des zones, sur un terrain viabilisé et alimenté en énergie, identifié par l'Etat ou la collectivité. Il doit demander les autorisations dans un délai de 3 mois après avoir connaissance de la localisation, et déployer ses équipements 18 mois après l'accès à la parcelle ou la délivrance des autorisations.

Outre le fait que la désignation d'une zone par un point comporte une part d'ambiguïté, la géographie particulière de ces zones implique qu'elles seront difficiles à couvrir avec un site unique :

- RD2 : en fonction de la longueur de la route, plusieurs sites pourraient s'avérer nécessaires
- Mtsanga Saziley (zone qui comporte 4 plages à couvrir dont une plus isolée, desservie par une route non plate).

Par ailleurs la Banque des Territoires s'interroge sur l'impact financier de la viabilisation de ces sites, situés dans des zones géographiques où les coûts correspondants sont élevés (ce qui explique qu'ils n'aient pas jusqu'alors été couverts par les opérateurs). Cette demande oblige des collectivités qui n'en ont pas nécessairement l'expérience à prendre en compte les contraintes d'ingénierie spécifiques aux opérateurs.

Certaines collectivités ou entités, si elles sont favorables à la mise à disposition de terrains pour la construction de sites, pourraient ne pas souhaiter s'impliquer dans cette ingénierie, ce qui compromettrait la couverture effective des zones identifiées dans le délai imparti.

En tant qu'investisseur, nous serions prêts à accompagner les acteurs publics et privés dans la viabilisation de terrains et également la construction de pylônes. Dans cette hypothèse, l'obligation faite aux opérateurs de déployer leurs équipements sur les sites mis à disposition, devra être étendue au cas de figure où une entité met à disposition un terrain viabilisé et un pylône.

Dans ce scénario, l'opérateur mobile rémunérera le propriétaire de l'infrastructure passive dans le cadre d'une offre d'accès qui devra être orientée vers les coûts et correspondre à un amortissement de long terme de l'investissement réalisé.

Obligations de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile dans la bande 700MHz (paragraphe I.4.1.c)

Selon le projet d'annexe « *Le titulaire est tenu de fournir, en utilisant les fréquences de la bande 700MHz qui lui sont attribuées [...], un accès mobile à très haut débit depuis au minimum 50% des sites de son réseau mobile de PIRE supérieure à 5W et en tout état de cause au minimum 5 sites à compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de son autorisation* ».

La Banque des Territoires s'interroge sur l'applicabilité de la période de 5 ans à l'obligation de fournir un accès mobile très haut débit à partir de 50% des sites de PIRE supérieure à 5W. Si tel est bien le cas, nous considérons que cette obligation permettra une très bonne utilisation de la ressource rare que constituent les fréquences de la bande 700MHz. La Banque des Territoires suggère de clarifier ce point de l'applicabilité de la période de 5 ans dans la rédaction finale du projet.

Les fréquences basses sont une ressource essentielle pour permettre une bonne couverture mobile des territoires, il nous apparaît donc très important d'utiliser au maximum cette ressource pour un meilleur service à la population, aux entreprises et aux services publics. Dans cette optique, la Banque des Territoires considère qu'il est nécessaire de fixer des objectifs ambitieux d'utilisation de cette ressource lorsqu'elle a été acquise par un opérateur.

Engagements liés la transparence concernant les déploiements prévisionnels et les pannes (paragraphe I.4.1.e et I.4.1.f)

L'ARCEP a bien identifié au cours des dernières années l'importance de l'information du public et de l'engagement des citoyens et des collectivités dans l'amélioration de la couverture mobile.

A ce titre, la Banque des Territoires est favorable aux dispositions visant à améliorer la transparence concernant les pannes de réseaux et les déploiements prévisionnels ainsi qu'à leur publication par l'ARCEP

Partage de réseaux mobiles (paragraphe I.6)

Comme indiqué précédemment, un des freins à la résorption des zones blanches et grises peut être le coût élevé de déploiement et de mise en services des infrastructures. Afin de remédier à ces difficultés et d'abaisser ces coûts, la Banque des Territoires soutient la démarche de l'ARCEP **d'encourager au maximum la mutualisation des sites entre opérateurs** en particulier dans le cas des zones blanches et dans le déploiement de nouveaux sites mobiles. Il ressort des informations remontant du terrain que certaines collectivités seraient prêtes à mettre à disposition leur foncier afin d'accélérer ce processus. La mutualisation répond de surcroît aux enjeux de pression foncière particulièrement prégnante en outre-mer et de contrainte d'installation en zones naturelles protégées en limitant le nombre de sites physiques.

La Banque des Territoires s'interroge sur l'opportunité d'encourager par la réglementation une mutualisation plus poussée des réseaux (partage d'installations actives) pour accélérer la résorption des zones blanches, dans des cas particuliers à identifier.

Contrôle des obligations (paragraphe I.8)

La Banque des Territoires accompagne depuis plusieurs années déjà les collectivités dans leurs campagnes de mesures ainsi que dans le déploiement d'applications de crowdsourcing. L'importance de ces outils est largement reconnue dans la mise en œuvre du New Deal Mobile en métropole.

La Banque des Territoires est donc tout à fait favorable à la mise en œuvre de telles solutions dans les territoires ultramarins comme un des outils concourant à l'amélioration de la couverture mobile et continuera à soutenir les territoires qui y auront recours.

Conclusion

En synthèse, la Banque des Territoires a souhaité répondre à la consultation de l'ARCEP sur les modalités d'attribution de nouvelles fréquences à Mayotte afin de contribuer à la réflexion sur l'aménagement numérique des territoires d'outremer, qui ne bénéficient pas du New Deal Mobile. Nous saluons les dispositions proposées par l'ARCEP afin de remédier aux carences de couverture sur le territoire de Mayotte. Nous considérons que les dispositions proposées par l'ARCEP pourraient être améliorées en y apportant les modifications suivantes :

- Obligations de couverture
 - Lever les ambiguïtés sur la désignation des zones pré-identifiées et mises à disposition
 - Dans le cas des zones pré-identifiées : considérer l'ajout des zones présentées en annexe de ce document
 - Dans le cas des zones mises à disposition, inclure dans le dispositif la possibilité d'une mise à disposition des opérateurs de terrains viabilisés équipés de pylônes.
- Usage secondaire des fréquences
 - Accélérer le calendrier de consultation
- Encourager le partage d'installations actives pour la résorption des zones blanches dans des cas particuliers.

**ANNEXE : Liste supplémentaire de zones carencées sur le territoire de la Réunion
identifiées à travers les directions régionales de la Banque des Territoires**

Etang Salé
Takamaka
Ilet à Corde
Palmistes
D57
Piton Sainte-Rose
N2 Ouest
Basse Vallée
Rivière Langevin
D36
D12_Jardin Botanique
Pause
Bellemène
Bois de Nèfles
Hauts de Plaine
Plateau
Possession_Lataniers
D41_Saint-Paul
Ravine à Jacques
Ruisseau Blanc
Saint-Denis Bellepierre
Saint-Denis Saint-François
La Ressource
Sainte-Marie_Fleurs
Palmiste_Plaines
D9_Trois Bassins

**ANNEXE : Liste supplémentaire de zones carencées sur le territoire de Mayotte
identifiées à travers les directions régionales de la Banque des Territoires**

D4 Mbouanatsa
Bambo Ouest
M Tsangadoua
Bouéni
Route de Coconi
D1 Route Andimaka

banquedesterritoires.fr  [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)